

Moins de 2 Canadiennes sur 10 sont très bien informées des options qui s'offrent à elles en matière d'avortement, selon un sondage d'Ipsos

Les Canadiennes s'expriment sur les options, l'accès et les connaissances en matière d'avortement.

- *Plus de 8 femmes Canadiennes sur 10 défendent fermement le libre choix et l'accès aux options d'avortement*
- *62% se disent préoccupées par leurs droits relatifs à la santé sexuelle et reproductive au Canada après l'invalidation de l'arrêt Roe c. Wade aux États-Unis*
- *57% des Canadiennes estiment qu'elles ont suffisamment de connaissances sur les options permettant d'interrompre une grossesse en toute sécurité*

TORONTO, le 24 mai 2023 - Les droits sexuels et reproductifs incluant l'avortement des femmes font régulièrement l'objet de discussions dans le monde entier, avant et depuis la révocation de l'arrêt Roe c. Wade aux États-Unis en juin 2022, qui a mis fin à une décision historique protégeant le droit constitutionnel à l'avortement dans ce pays. En ce qui concerne l'accès à l'avortement et le libre choix, les Canadiennes sont très claires : elles veulent faire leur propre choix.

L'avortement est l'un des besoins de soins de santé les plus courants au Canada, puisqu'on estime qu'une Canadienne sur trois¹ aura recours à l'avortement au cours de sa vie. Qu'il s'agisse d'un avortement par médicament, communément appelé pilule abortive (Mifegymiso) qui se prend à domicile et qui a été approuvé en 2015, ou d'un avortement chirurgical pratiqué dans un hôpital ou une clinique, les deux options sont sécuritaires, légales au Canada et entièrement couvertes par les régimes provinciaux de soins de santé.

Selon un récent sondage Ipsos² réalisé auprès de 1 139 Canadiennes âgées de 16 à 50 ans et commandité par Linepharma International, le choix et l'accès aux méthodes d'avortement bénéficient d'un fort soutien, mais le manque de compréhension de la disponibilité, de la couverture et des implications de chaque méthode témoigne de la nécessité d'une sensibilisation et d'une éducation accrues en matière de santé sexuelle et reproductive. Parmi les femmes interrogées, 62 % se disent préoccupées par leurs droits génésiques à la suite de l'annulation de l'arrêt Roe c. Wade par la Cour suprême des États-Unis.

« En tant que société dédiée à l'amélioration de la santé sexuelle et reproductive, nous sommes engagés à sensibiliser et accroître la compréhension quant aux options thérapeutiques pour l'avortement », a déclaré Dana Tenenbaum, directeur général de Linepharma International, établie à Toronto. « Ce sondage à l'échelle nationale met en évidence la nécessité d'étendre les ressources et de fournir davantage d'informations sur la santé reproductive. Nous savons que près de soixante pour cent des Canadiennes se tournent d'abord vers leur médecin pour obtenir des informations sur l'avortement, plutôt que vers d'autres ressources telles que les sources en ligne, la famille, les amis ou leur pharmacien. C'est pourquoi notre mission consiste essentiellement à établir des partenariats avec les professionnels de la santé,

notamment les médecins, les sage-femmes et les infirmières praticiennes, et à leur fournir les conseils et les outils dont ils ont besoin pour aider au mieux leurs patientes », a déclaré M. Tenenbaum.

Principales conclusions

- Bien que 6 femmes interrogées sur 10 connaissent les deux options d'avortement (63% pour les deux méthodes, chirurgicale et médicamenteuse), moins de 2 Canadiennes sur 10 peuvent affirmer en toute confiance qu'elles connaissent très bien l'une ou l'autre méthode (avortement chirurgical: 19% et avortement médicamenteux: 16%).
- Alors que 73% des femmes savent qu'elles ont accès à l'avortement chirurgical, seulement 58% pensent qu'elles ont accès à l'avortement médicamenteux. 52% savent que les deux options sont disponibles (chirurgicale et médicamenteuse) et environ 2 sur 10 (20%) ne sont pas certaines des options auxquelles elles ont accès.
- En ce qui concerne le remboursement, 50% des femmes interrogées déclarent ne pas savoir si la méthode chirurgicale est couverte par leur province, contre 56% pour l'avortement médicamenteux.
- Seules 44% des femmes interrogées savent que la *pilule abortive* et la *pilule du lendemain* ne sont pas identiques, 18% pensent que ces médicaments sont identiques et 37% déclarent ne pas le savoir.
- 84% sont (tout à fait ou plutôt) d'accord pour dire qu'elles veulent pouvoir choisir entre l'avortement médicamenteux et l'avortement chirurgical.
- 84% font confiance à leur médecin pour leur présenter toutes les options disponibles.

« Sachant que les femmes canadiennes disposent de deux options pour l'interruption volontaire de grossesse, l'une par médicament et l'autre par chirurgie et que l'accès à l'avortement fait l'objet d'une attention constante aux États-Unis, il est surprenant que la sensibilisation à la santé génésique et la compréhension de celle-ci restent faibles, comme le suggère le sondage », a déclaré la D^e Diane Francoeur, directrice générale de la Société des Obstétriciens et Gynécologues du Canada. « Il est essentiel que les femmes connaissent les options qui s'offrent à elles et qu'elles puissent faire un choix éclairé en disposant de mécanismes de soutien fiables et fondés sur des faits pour répondre à leurs besoins. Il est nécessaire de poursuivre l'éducation et la sensibilisation pour favoriser la connaissance et la compréhension. »

Malgré le manque de connaissances au sujet des deux options d'avortement et de leur accessibilité, les Canadiennes expriment vouloir choisir et avoir accès aux deux méthodes d'IVG, médicale et chirurgicale. Si elles étaient amenées à interrompre une grossesse, 84 % des femmes estiment qu'elles devraient pouvoir choisir entre les deux méthodes et 82 % d'entre elles sont d'avis que « *les Canadiennes devraient avoir le même accès à l'avortement médicamenteux (la pilule abortive) et à l'avortement chirurgical pratiqué dans un hôpital ou une clinique d'avortement* ».

Le sondage indique que les femmes sont favorables à l'avortement médicamenteux, 40 % d'entre elles le préfère comme premier choix en cas d'avortement, contre 31 % pour l'avortement chirurgical. 64 % des femmes interrogées se sentiraient à l'aise de procéder à un avortement par médicament à domicile après avoir reçu une prescription par télémédecine.

Le sondage a également révélé que les femmes ont le plus confiance en leur médecin pour leur fournir les informations dont elles ont besoin sur l'avortement. Bien que nous vivions à une époque où les outils numériques sont une source d'information très courante, seules 20 % des femmes interrogées privilégient la recherche en ligne pour accéder à ces informations, contre 58 % qui consulteraient d'abord leur médecin de famille. Ces résultats soulignent le rôle essentiel que jouent les professionnels de la santé, non seulement en tant que source crédible d'information et de conseil, mais aussi en tant que premiers gardiens de l'information. Il est important de veiller à ce que les médecins de famille, les infirmières praticiennes et les sage-femmes disposent de ressources efficaces pour conseiller les patientes afin d'élargir les connaissances.

« Les faits ne mentent pas », a déclaré le Dr Marc Steben, médecin généraliste et expert en santé publique et sexuelle. « Les résultats d'enquête sont très intéressants et soulignent la question de l'acceptabilité sociale de telles conversations sur l'avortement afin de replacer au cœur des échanges, le droit des femmes dans leurs prises de décisions face aux choix qui se présentent à elles. En tant qu'acteur de la santé, impliqué dans la santé génésique, peu importe médecins, infirmières, sage-femmes, pharmaciens ou tout autres personnes qui interviendraient dans le counseling reproductif d'une femme, doivent discuter de l'avortement et des options disponibles.»

Rachel Cairns, dont l'expérience vécue de l'avortement a été à l'origine de la création de sa série de balados intitulée *Aborsh*, résume la situation de la manière suivante. « Lorsque j'ai eu besoin d'un avortement en 2019, j'ai été surprise d'apprendre que je pouvais y avoir accès avec des médicaments. C'est ainsi que j'ai réalisé — ce que confirment les résultats du sondage — que nous avons encore du chemin à faire pour normaliser l'avortement et faire en sorte que les gens aient accès à une éducation adéquate en matière de santé sexuelle et reproductive, afin que les Canadiennes puissent faire des choix éclairés concernant leur vie. »

À propos de Linepharma International

Linepharma International est une société pharmaceutique fondée en 2010, qui fournit des solutions médicamenteuses pour un avortement efficace, sécuritaire et non chirurgical approuvées par certaines des autorités sanitaires les plus rigoureuses au monde dans le but de rendre l'avortement et les soins de santé sexuelle et reproductive accessibles pour quiconque. Pour obtenir de plus amples renseignements sur Linepharma International, veuillez consulter le site www.linepharma.ca. Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'avortement, consultez le site www.monavortementmesoptions.ca.

Méthodologie

Le sondage a été commandité par Linepharma International et réalisé par IPSOS, la troisième plus grande société d'études de marché au monde. Ce sondage a été diffusé en ligne au niveau national auprès de 1 139 femmes canadiennes âgées de 16 à 50 ans entre le 21 octobre et le 4 novembre 2022. La précision des sondages Ipsos est mesurée à l'aide d'un intervalle de crédibilité. Dans ce cas-ci, la marge d'erreur du sondage est de $\pm 3,3$ points de pourcentage, 19 fois sur 20, si toutes les Canadiennes âgées de 16 à 50 ans avaient été interrogées. Des quotas et une pondération par âge et par région (provinces) ont été utilisés pour s'assurer que la composition de l'échantillon reflète celle de la population canadienne selon les paramètres du recensement. Tous les sondages peuvent être sujets à d'autres sources d'erreur, y compris, mais sans s'y limiter, l'erreur de couverture et l'erreur de mesure. Lorsque la somme des résultats n'est pas égale à 100 ou que la « différence » semble être de +/-1 en plus ou en moins par rapport à la réalité, cela peut être dû aux arrondis, aux réponses multiples ou à l'exclusion des réponses « je ne sais pas » ou des refus de réponse.



Pour plus d'informations sur les résultats du sondage, visiter www.ipsos.com.

¹ Norman WV. Induced abortion in Canada 1974-2005: trends over the first generation with legal access. *Contraception* 2012; 85:185- 91.

<https://www.cfp.ca/content/66/1/42>

² Ipsos, sondage en ligne commandité par Linepharma International. Les connaissances actuelles sur les méthodes d'avortement, les préférences et la disponibilité des options au Canada. D'octobre à novembre 2022.